



FR

Cette action est financée par l'Union européenne

ANNEXE

de la décision de la Commission relative au programme d'action annuel 2016, deuxième partie, en faveur du Burkina Faso à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

Document relatif à l'action pour un programme d'appui à la politique sectorielle eau et assainissement (PAPS-EA)

INFORMATIONS A L'INTENTION DES DEMANDEURS DE SUBVENTION POTENTIELS

PROGRAMME DE TRAVAIL RELATIF AUX SUBVENTIONS

Le présent document constitue le programme de travail relatif aux subventions au sens de l'article 128, paragraphe 1, du règlement financier [règlement (UE, Euratom) n° 966/2012], applicable au FED en vertu de l'article 37 du règlement (UE) 2015/323, aux sections suivantes en ce qui concerne les appels à propositions: 5.4.1 «Subventions – appel à propositions (gestion directe)».

1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS	Programme d'appui à la politique sectorielle eau et assainissement (PAPS-EA). Numéro CRIS: BF/FED/038-569 Financé par le 11 ^e Fonds européen de développement (FED).
2. Zone bénéficiaire de l'action/ localisation	Afrique occidentale, Burkina Faso. L'action sera menée à l'endroit suivant: Zones péri-urbaines et zones rurales.
3. Document de programmation	Programme Indicatif National (2014-2020).
4. Secteur de concentration/ domaine thématique	<ul style="list-style-type: none">• Sécurité alimentaire et nutritionnelle, agriculture durable et eau.• Mesures d'appui à la société civile.
5. Montants concernés	Coût total estimé: 55 333 333 EUR. Montant total de la contribution du FED: 54 000 000 EUR dont <ul style="list-style-type: none">• 36 000 000 EUR au titre de l'appui budgétaire;• 17 000 000 EUR au titre de l'appui complémentaire (assistance technique, renforcement des capacités des acteurs et appui à la société civile);• et 1 000 000 EUR au titre de la visibilité, des audits et

	évaluations, des provisions imprévus. La présente action est cofinancée par des bénéficiaires de subvention potentiels pour un montant indicatif de 1 333 333 EUR.			
6. Modalité(s) d'aide et modalité(s) de mise en œuvre	Appui budgétaire Gestion directe : appui budgétaire (contrat de réforme sectorielle) Gestion directe: subventions ; passation de marchés de services. Gestion indirecte avec le Burkina Faso			
7. Code(s) CAD	140 - EAU ET ASSAINISSEMENT 14010 - Politique et gestion administrative du secteur de l'eau. 14030 - Approvisionnement en eau potable et assainissement - dispositifs de base. 14081 - Éducation et formation en matière d'approvisionnement en eau et d'assainissement.			
8. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)	Objectif stratégique général	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre hommes et femmes (y compris le rôle des femmes dans le développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	9. Programmes phares thématiques «Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent»	SO		
10. ODDs	Objectif ODD (Objectifs du développement durable) principale – 6			

RESUME

Le Burkina Faso a bénéficié au titre du 10^e FED d'un programme d'appui à la politique sectorielle eau potable et assainissement (PAPS-EPA/2009-2017) comprenant trois composantes : Appui budgétaire sectoriel (ABS) pour l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement (52 000 000 EUR); appels à propositions (gestion directe) en faveur de l'assainissement familial en milieu rural (20 000 000 EUR) ; appui institutionnel en gestion directe (3 000 000 EUR). Soit un budget total de 75 000 000 EUR.

Financé au titre du 11^e FED, le présent programme (PAPS-EA) est initié dans la perspective d'une consolidation des acquis du PAPS-EPA et d'une extension au domaine de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE)¹. Il contribuera à la mise en œuvre de la «Politique nationale de l'eau» (PNE) avec pour objectif spécifique « Améliorer équitablement et durablement l'accès à l'eau potable, l'assainissement et à l'hygiène de la population, dans le respect d'une gestion intégrée des ressources en eau ». Les résultats attendus sont : (i) La gouvernance sectorielle est améliorée. (ii) La gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) est opérationnelle. (iii) L'accès des populations au service d'approvisionnement en eau potable est amélioré. (iv) L'accès des populations au service d'assainissement des eaux usées et excréta est amélioré. Le renforcement de la société civile dans son rôle de partenaire et acteur critique est une composante fondamentale des actions promues par le PAPS-EA. Il sera intégré de manière transversale.

Le PAPS-EA comprend un contrat de réforme sectoriel pour l'eau et assainissement et des appuis complémentaires pour la prise charge des aspects liés au renforcement des capacités et de l'appui à la société civile.

1 CONTEXTE

1.1 Contexte sectoriel/national/régional/Domaine thématique

Pays sahélien et enclavé d'Afrique occidentale, le Burkina Faso partage ses frontières avec six pays (Mali, Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, Bénin et Niger). Il est à cheval sur trois bassins versants internationaux (la Comoé, la Volta et le Niger) subdivisés en cinq bassins versants nationaux (Comoé, Mouhoun, Nakanbé, Liptako et Gourma). Le pays qui subit les effets des changements climatiques, est confronté à la croissance continue de la demande en eau (croissance démographique +3% et industrialisation) dans un environnement de dégradation de la ressource lié essentiellement à un manque de contrôle sur les usages.

C'est dans un tel contexte que le Burkina Faso s'est progressivement doté d'un cadre sectoriel réglementaire et institutionnel cohérent : (i) Adoption à la fin des années 90, d'une politique préventive intitulée « Politique et stratégies en matière d'eau » et tenant lieu de politique sectorielle. (ii) Consolidation du dispositif réglementaire avec l'adoption de divers textes de lois et des principaux référentiels sectoriels que sont le Plan d'Action pour la gestion intégrée des ressources en eau / PAGIRE (2003-2015) et le programme national d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement / PN-AEPA (2007-2015).

La gestion de l'eau et de l'assainissement dans les centres urbains est confiée à l'Office national de l'eau et de l'assainissement (ONEA), une structure plutôt rodée; en zone rurale la

¹ La gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) est un processus qui encourage la mise en valeur et la gestion coordonnées de l'eau, des terres et des ressources associées, en vue de maximiser le bien-être économique et social qui en résulte d'une manière équitable, sans compromettre la pérennité des écosystèmes vitaux.

structure organisationnelle est beaucoup moins solide. Sur le territoire national, cinq agences de l'eau nouvellement créées sont chargées de la GIRE.

1.1.1 Évaluation de la politique publique et cadre stratégique de l'UE

Dans la perspective des Objectifs de Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030, le Burkina Faso s'est engagé en 2013, dans un processus pour la définition de nouveaux référentiels : (i) Actualisation du document de « Politique et stratégies en matière d'eau », donnant lieu au document de **« Politique nationale de l'eau » (PNE)** qui tient lieu de politique sectorielle pour la période 2016-2030. (ii) Formulation des cinq programmes opérationnels et relatifs : (i) à la gouvernance sectorielle, (ii) à l'eau potable, (iii) à l'assainissement des eaux usées et excréta, (iv) à la gestion intégrée des ressources en eau et (v) aux aménagements hydrauliques. La PNE et ses programmes opérationnels traduisent la réponse du Gouvernement aux enjeux et défis sectoriels.

Par ailleurs, le Burkina Faso s'est doté en Juillet 2016 d'un Plan National de Développement Economique et Social. L'accès à l'eau et à l'assainissement s'y retrouve pleinement au niveau du deuxième Axe, qui a pour objectif le développement du capital humain.

La période 2009-2015 a été marquée par la mise en œuvre de la première génération de programmes d'appuis budgétaires sectoriels dans une dynamique d'approche sectorielle. Toute chose qui a permis au secteur d'enregistrer les principaux acquis suivants :

- Une **vision sectorielle** intégrée avec une cohérence entre les sous-secteurs eau potable-assainissement-GIRE, objet d'un dialogue structuré lors des revues annuelles sectorielles.
- Une amélioration significative : (i) de la programmation, du **suivi évaluation** et du pilotage sectoriel avec une meilleure cohérence/harmonisation du système de rapportage (surtout en milieu rural avec la mise en place d'un cadre unifié de collecte des informations). (ii) de la **coordination sectorielle** avec un espace de dialogue dynamique et structuré, et ce à travers l'organisation régulière de revues sectorielles annuelles (depuis 2008) impliquant l'ensemble des acteurs.
- Une **amélioration régulière de l'accès** des populations à l'assainissement et à l'eau potable avec toutefois un rythme en deçà des attentes, notamment en milieu rural. Les taux enregistrés sont (i) Accès à l'eau potable : 54,8% en 2009 à 65% en 2015 en milieu rural et 72% en 2009 à 89,9% en 2015 en milieu urbain. (ii) Accès à l'assainissement : 0,8% en 2010 à 12% en 2015 en milieu rural et 19% en 2009 à 34,2% en 2015 en milieu urbain.
- **La création de cinq espaces de gestion de bassin et la mise en place des cinq agences de l'eau** pour une gestion concertée des ressources en eau. A ce jour, deux agences disposent d'un schéma directeur d'aménagement et de gestion des eau (SDAGE) validé en conseil de ministres. Le processus est en cours au niveau des trois autres. En application du principe préleveur-payeur de la politique nationale de l'eau, les agences ont commencé à collecter des taxes (80 millions de francs CFA en 2013, 210 millions de francs CFA en 2014, 640 millions de francs CFA en 2015) auprès d'opérateurs identifiés.
- **Au plan budgétaire**, la période 2010–2015 a été marquée par un début timide de déconcentration et de décentralisation avec la mise à disposition des ressources financières au profit des: (i) directions régionales chargées de l'eau et de l'assainissement sous forme de crédits délégués (56 milliards F CFA environ) en vue de financer leur fonctionnement et des investissements. (ii) communes sous forme de ressources transférées (9 milliards F

CFA environ) afin de d'assurer principalement, une réhabilitation des installations d'approvisionnement en eau potable.

Malgré les acquis enregistrés, le secteur doit encore faire face à des défis qui se situent principalement au niveau de :

- **L'amélioration de la gouvernance sectorielle** à travers : (i) la mise en œuvre de réformes institutionnelles dans un contexte marqué par la vulnérabilité du cadre institutionnel (i.e. remaniements ministériels qui se répercutent également sur les structures déconcentrés), une déconcentration opérationnelle insuffisante et inefficace, un développement timide de la maîtrise d'ouvrage communale et une capacité limitée des structures chargées de la coordination, du pilotage et du suivi évaluation sectoriel ; (ii) le renforcement des organisations de la société civile (OSC) afin d'apporter une réponse adaptée à leur contribution structurée au cadre de dialogue et de pilotage sectoriel ; leur capacité limitée en matière de veille citoyenne, de plaidoyer et de financement d'actions d'appui à la maîtrise d'ouvrage communale.
- **L'amélioration de l'accès aux infrastructures d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement** par une attention accrue à la durabilité des réalisations et un meilleur ciblage dans un environnement marqué par des disparités géographiques (urbain/rural, entre régions et à l'intérieur d'une commune ou région).
- **L'opérationnalisation de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) afin** d'apporter une réponse durable à la pression croissante sur les ressources en eau. Ceci dans un contexte marqué par : l'application timide de certains textes règlementaires (la contribution financière en matière d'eau, la police de l'eau etc.), la faible capacité des structures chargées de la GIRE, la prise en charge insuffisante des questions liées à la qualité de l'eau (pollutions liées au développement de certaines activités : Mines, agriculture etc.), les effets néfastes des changements climatiques sur des ressources en eau limitées.

Le présent appui qui permettra de soutenir la dynamique sectorielle en cours, s'inscrit dans le cadre du PIN 11^e FED qui prévoit au titre du secteur de concertation «Sécurité alimentaire et nutritionnelle, agriculture durable et eau » un appui au secteur « Eau et assainissement ». En outre, un appui transversal sera mis en place en faveur de la société civile dans le cadre du secteur de concertation «Mesures d'appui à la société civile» du PIN 11^e FED.

Une analyse plus détaillée est fournie dans l'annexe relative à l'évaluation de l'éligibilité de la politique publique.

1.1.2 Analyse des parties prenantes

Les principales parties prenantes à la mise en œuvre du programme sont :

- **Les départements ministériels et leurs démembrements** : le ministère chargé de l'économie et des finances ; le ministère chargé de l'eau et de l'assainissement ; les ministères chargés de la décentralisation, de la santé et de l'éducation nationale. Les principaux interlocuteurs sont au sein du :
 - Ministère chargé de l'économie et des finances (ordonnateur national) : la Direction Générale de la Coopération (DGCOOP) et la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP).
 - Ministère chargé de l'eau et de l'assainissement (maître d'œuvre) : (i) la Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles (DGESS) chargée de la conception,

de la programmation, de la coordination, du suivi et de l'évaluation des actions de développement au niveau sectoriel. (ii) La Direction Générale de l'Eau Potable (DGEP) qui a pour mission de mettre en œuvre et de suivre les politiques en matière d'eau potable. (iii) La Direction Générale de l'Assainissement (DGA) qui a pour mission de mettre en œuvre et de suivre les politiques et stratégies nationales en matière d'assainissement des eaux usées et excréta. (iv) La Direction Générale des Ressources en Eau (DGRE) qui a pour mission de mettre en œuvre et de suivre les politiques et stratégies nationales dans le domaine de l'eau. (v) L'Office Nationale de l'Eau et de l'Assainissement (ONEA) qui a pour mission d'assurer la réalisation et la gestion des systèmes d'adduction d'eau potable et d'assainissement en milieu urbain (y compris le milieu péri-urbain). (vi) Le Secrétariat Permanent pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (SP/GIRE) qui a pour mission d'assurer le suivi et la coordination de la mise en œuvre de la GIRE. (vii) Les cinq agences de l'eau (Nakanbé, Cascades, Mouhoun, Liptako et Gourma) qui constituent les structures de mise en œuvre opérationnelle de la GIRE au niveau local. (viii) Les treize directions régionales chargées de l'eau et de l'assainissement qui constituent des structures déconcentrées du ministère. Elles ont pour mission de contribuer à la conception, l'élaboration, le contrôle et le suivi évaluation de la mise en œuvre des politiques et stratégies du ministère chargé de l'eau et de l'assainissement dans leur ressort territorial.

Les ministères chargés de la décentralisation, de la santé et de l'éducation nationale sont associés à la mise en œuvre à travers les collectivités territoriales pour ce qui est de la décentralisation, les directions déconcentrées pour ce qui est de la santé et de l'enseignement.

- **Les collectivités territoriales (communes)** qui exerceront leurs compétences en matière de maîtrise d'ouvrage dans le domaine de l'eau, en conformité avec les textes portant sur le transfert des compétences et des ressources de l'état aux communes.
- **Les organisations de la société civile** (ONG internationales et associations nationales) apporteront une contribution significative dans la gouvernance du secteur à travers (i) des actions de mobilisation sociale, de veille et de contrôle citoyens, d'appui à la maîtrise d'ouvrage communale ; (ii) et leur contribution au financement des infrastructures.
- **Les opérateurs privés** qui contribueront à améliorer le service public en matière d'AEPA et à travers un partenariat constructif avec l'Etat.
- **Les bénéficiaires** (notamment les populations les plus vulnérables dans les zones périurbaines et rurales, surtout les femmes et les filles auxquelles la corvée de l'eau est déléguée) sont les principaux destinataires des actions entreprises. Ils sont organisés sous forme d'associations des usagers de l'eau et de comités locaux de l'eau.
- **Les partenaires techniques et financiers** qui accompagneront le gouvernement dans la mise en œuvre de la stratégie sectorielle eau et assainissement.

1.1.3 Domaines d'appui prioritaires/analyse des problèmes

Au regard des enjeux du secteur et des défis identifiés suite à l'évaluation de la politique sectorielle, les domaines d'appui prioritaires à retenir sont :

- **La gouvernance sectorielle** à travers l'appui :
 - à la mise en œuvre de réformes institutionnelles en matière de : (i) contrôle interne (exécution budgétaire et qualité des investissements) et déconcentration effective des services d'eau et d'assainissement. (ii) développement de la maîtrise d'ouvrage communale par le renforcement des capacités des collectivités territoriales. (iii) développement des capacités des services publics chargés de l'eau et de l'assainissement

sur les principales thématiques suivantes : développement des statistiques sectorielles ; coordination, pilotage et suivi évaluation sectoriel.

- au renforcement de la société civile : (i) Dans son rôle d'acteur stratégique (partenaire et observateur critique) pour la mise en œuvre et le suivi de la politique sectorielle eau et assainissement. (ii) Pour la promotion de l'Approche Fondée sur les Droits Humains (AFDH) dans le secteur eau et assainissement, y compris le renforcement de la prise en compte du genre. L'AFDH permettra en particulier de prendre en compte, les préoccupations des populations les plus pauvres et les plus vulnérables. L'AFDH étant basée sur les principes suivants : La non-discrimination et l'équité ; L'accès à l'information et la transparence ; La participation et l'inclusion (des groupes vulnérables dans les processus décisionnels) ; La redevabilité ; La durabilité et la non-régression des services fournis aux les populations.
- **L'accès aux infrastructures d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement** par un meilleur ciblage en vue d'une réduction des inégalités géographiques, une attention particulière au sous-secteur assainissement (notamment assainissement familial en milieu rural) du fait de la faible progression constatée dans l'évolution du taux d'accès. A cet effet, la promotion de l'approche fondée sur les droits humains permettra de mettre l'accent sur l'équité, la facilitation de l'accès au service pour les personnes vulnérables, la redevabilité des pouvoirs publics et des délégataires du service public, la durabilité ou la non régression des droits acquis.
- **La gestion intégrée des ressources en eau (GIRE)** à travers : (i) le développement des capacités des services publics chargés de la mise en œuvre de la GIRE sur les principales thématiques suivantes : Elaboration et mise en œuvre des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ; suivi de la qualité de l'eau ; application effective de certains textes réglementaires dont ceux relatifs à la contribution financière en matière d'eau (CFE) et à la police de l'eau. (ii) le renforcement de la société civile pour la promotion de l'approche fondée sur les Droits Humains (AFDH) dans le secteur eau et assainissement et en vue de favoriser le transfert de l'expertise, des connaissances et des expériences au profit des agences.

Conclusion: La politique sectorielle est pertinente en ce sens que ses orientations stratégiques ainsi que ses programmes opérationnels adressent de manière appropriée les enjeux et défis du secteur. En outre, elle tire sa crédibilité de son processus de formulation participatif et analytique qui a permis de capitaliser les acquis et les défis de la dynamique de l'approche sectorielle démarrée il y a bientôt dix ans.

1.2 Autres domaines d'évaluation

1.2.1 Valeurs fondamentales

Dans le cadre de la programmation 11^e FED, une analyse approfondie de la situation du Burkina Faso au regard des valeurs fondamentales a été effectuée en octobre 2013 par la Délégation de l'Union européenne. Il en ressortait qu'il n'y avait pas eu de violations notables de ces valeurs fondamentales ni des engagements du Burkina Faso. Le pays est signataire des principales conventions internationales et la Constitution et les lois nationales offraient un cadre légal approprié pour le respect de ses valeurs fondamentales. Cependant, il avait été noté que l'opérationnalisation des engagements du gouvernement se heurtait parfois à un manque de ressources financières et humaines.

Les droits fondamentaux sont couverts au Burkina par l'article 2 de la Constitution. Pour ce qui concerne la torture, la législation nationale garantit l'inviolabilité des personnes placées en détention préventive ainsi que les personnes condamnées à une peine privative de liberté. Cependant, des cas de violences et tortures avaient pu être relevés dans les maisons d'arrêt ou commissariats de police.

Pour ce qui concerne la peine de mort, le Burkina est un pays abolitionniste *de facto* : la peine de mort est prévue par le code pénal, et des condamnations à mort sont quelquefois prononcées, mais aucune n'a été exécutée depuis 1998.

Concernant la démocratie, Burkina Faso après l'insurrection populaire d'octobre 2014, Burkina Faso a su faire montre d'une maîtrise de ses processus électoraux lors des derniers scrutins présidentiel et législatif de novembre 2015. Les processus électoraux au Burkina Faso peuvent être considérés comme suffisamment solides et crédibles, même si le taux de participation réelle aux scrutins reste modeste.

Concernant l'état de droit, l'appareil judiciaire et le personnel qui l'anime sont régis par des textes plus ou moins cohérents, et basés sur les principes de l'indépendance du juge, de l'égalité de tous devant la justice, de la gratuité de la justice, du double degré de juridiction et de la collégialité. La question de l'indépendance de la justice a connu un tournant pendant la période de Transition mais reste sujette aux pressions économiques même si d'importantes réformes sont en cours pour corriger ces dysfonctionnements.

Le système d'application des lois est en place mais se heurte souvent à des contraintes en termes de ressources humaines et matérielles. Si ce secteur a connu des progrès au cours des dernières années, il n'en demeure pas moins vrai que, pour plusieurs personnes, l'accessibilité à la justice reste toujours très difficile, pour des raisons d'ordre physique, psychologique et financier.

Les préoccupations soulevées dans l'analyse quant à la traduction de la volonté politique en actions concrètes continueront, bien sûr, d'être suivies attentivement lors du dialogue politique avec le pays partenaire.

1.2.2 Politique macroéconomique

Croissance. Sur la période 2010-2015, le taux de croissance économique moyen est de 6 %. Depuis 2014, le contexte macroéconomique se caractérise par un climat socio-politique incertain et par une orientation défavorable des cours des matières premières exportées (or et coton). En revanche, la baisse du cours international des hydrocarbures joue favorablement sur la facture énergétique. Ainsi, en 2014 et 2015, les taux de croissance initialement projetés ont été ajustés à la baisse pour s'établir à 4 %. Pour les années suivantes, il est attendu une amélioration : 5,2 % en 2016, et 6 % pour 2017 et 2018. Du fait de l'appartenance du Burkina Faso à la zone franc, l'inflation n'est pas un enjeu majeur au Burkina Faso.

Dettes. La dette publique représente environ 30 % du PIB en 2015 (respectant ainsi la norme communautaire de l'Union économique et monétaire Ouest africaine de 70% maximum). Suite à des améliorations en matière de gestion de la dette et grâce à la forte augmentation des exportations d'or, le Burkina Faso a récemment bénéficié d'un reclassement de sa dette, passant d'un risque élevé de surendettement à un risque modéré. Cela a pour conséquence un accès élargi à des prêts concessionnels et un accès (restreint) à des prêts non concessionnels. A long terme le FMI anticipe une diminution des exportations minières et un accroissement de la dette notamment non concessionnelle. Selon les tests réalisés, le ratio "valeur actuelle de la dette / exportation" atteint donc les limites fixées en 2029.

Relation avec le FMI. Les quatrième et cinquième revues du programme FEC (Facilité Elargie de Crédit) ont eu lieu en mars/avril 2016. Le communiqué de presse publié à l'issue de cette revue mentionne que : "En dépit d'un contexte difficile, le programme économique du pays reste globalement en bonne voie avec tous les critères quantitatifs de performance observés. Les repères structurels continuent également d'être mis en œuvre progressivement". La mission et les autorités ont discuté de réformes qui permettraient au secteur de l'énergie tout entier de bénéficier de la baisse significative des prix mondiaux du pétrole. Les conclusions de ces deux revues combinées ont été adoptées par le Conseil d'Administration du FMI en juin 2016. La dernière revue du programme en cours est programmée pour septembre 2016.

Budget. Malgré le contexte politique, les budgets 2015 et 2016 ont été adoptés dans les délais légaux. Cependant, le budget initial 2016 adopté sous le gouvernement de transition a été révisé par le gouvernement découlant des élections de la fin 2015. Ainsi, après la baisse du budget en 2015, le nouveau gouvernement a opté pour un budget 2016 remanié assez volontariste. En pourcentage du PIB (projeté à 7 013 milliards FCFA), les recettes du projet de budget sont de 23% et les dépenses de 27,4%, aggravant le besoin de financement qui atteint plus de 302 milliards FCFA (4,3% du PIB) soit le plus important jamais enregistré dans une loi de finances au Burkina Faso. Dans ce nouveau budget, les investissements financés sur ressources propres qui avaient été fortement réduits en 2015 enregistrent une forte hausse de 21%. Le budget 2016 qui est très volontariste est cohérent avec les engagements pris par le gouvernement de transition et avec les promesses électorales du nouveau président notamment en matière d'emplois des jeunes et de gratuité des soins. Il prévoit également des mesures pour le secteur coton et pour l'apurement des arriérés de factures fournisseurs pour une relance du secteur privé. Le financement reste cependant un vrai défi pour le nouveau gouvernement face à une pression sociale qui ne faiblit pas depuis l'insurrection populaire d'octobre 2014. Le recours de plus en plus important aux emprunts obligataires, qui devrait s'accroître sur la période 2017 – 2020 pour la mise en œuvre du PNDES, entraîne une pression plus forte sur le service de la dette à cause des taux d'intérêt et des courts délais de maturité. En attendant de disposer d'un cadrage définitif sur la période 2017 – 2020, le projet de document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP) 2017 – 2020 adopté en conseil des ministres du 22 juin 2016 projette une hausse sensible du taux de pression fiscale pour atteindre plus de 19% en 2019. Malgré cela, le déficit global serait largement supérieur à la limite de 3%. Il est projeté plus de 5% sur la période.

Conclusion: malgré les différents chocs auxquels est soumis le pays, le cadre macroéconomique reste stable et il existe un programme crédible visant à maintenir cette stabilité. Il est estimé que ce critère d'éligibilité est respecté.

1.2.3 Gestion des finances publiques (GFP)

La **Politique sectorielle de l'économie et des finances (POSEF)** actuellement mise en œuvre a été adoptée en 2011. Elle s'est construite sur les bases solides d'une décennie de réforme, intégrant les leçons du plan d'actions pour le renforcement de la gestion budgétaire (PRGB) portant sur la période 2002 – 2006 et de la stratégie de renforcement des finances publiques (SRFP) portant sur la période 2007 – 2011.

Elle poursuit sept objectifs spécifiques sectoriels, qui couvrent les différents domaines d'un système de finances publiques: i) renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles

du ministère de l'économie et des finances; ii) promouvoir une gestion économique moderne et performante; iii) améliorer le recouvrement et la gestion des ressources budgétaires; iv) promouvoir une gestion efficace et transparente de la dépense publique; v) améliorer l'efficacité de la gestion des comptes publics et des systèmes financiers; vi) renforcer le contrôle des finances publiques et la lutte contre la fraude, le faux et la corruption; et vii) améliorer la gestion des relations économiques et financières internationales. Au niveau opérationnel, un plan d'action triennal glissant permet de mesurer les progrès et d'évaluer le système des finances publiques du pays.

Plusieurs autres stratégies et politiques existent dans des domaines spécifiques et concourent également à la mise en œuvre de la POSEF. C'est le cas de la stratégie nationale de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (SN-LBC/FT), la politique nationale d'endettement et de gestion de la dette publique (PNEGDP), la stratégie nationale du développement de microfinance (SNMF), la stratégie nationale de promotion des pôles de croissance (SNPPC), la politique nationale de promotion du partenariat public privé (SNPPPP), etc.

La POSEF reste pertinente dans tous les domaines de la gestion des finances publiques. Son dispositif de mise en œuvre permet de prendre en compte les faiblesses identifiées dans les différents diagnostics. La stratégie de réforme des finances publiques est jugée suffisamment crédible grâce notamment à la capacité du gouvernement à maintenir un bon niveau de dialogue et à obtenir des résultats satisfaisants. La mise en œuvre des différents programmes de réforme a permis d'améliorer progressivement la gestion des finances publiques au Burkina Faso. Le rapport final du PEFA 2013 montre une bonne évolution dans l'ensemble. Neuf indicateurs se sont globalement améliorés: 6 ont augmenté et 3 se sont améliorés (avec un signe +).

Cependant, le rythme de mise en œuvre des réformes s'est sensiblement ralenti les deux dernières années. En outre, de nombreux défis sont à relever parmi lesquels: (i) la maîtrise des prévisions budgétaires afin de renforcer la crédibilité globale du budget, (ii) l'amélioration de l'accès du public aux informations budgétaires (iii) le renforcement du contrôle externe car l'Assemblée nationale mène peu d'enquêtes parlementaires et la couverture des contrôles de la Cour des compte reste encore faible.

En matière de réformes de la gestion des finances publiques, plusieurs chantiers en souffrance depuis quelques années ont connu un aboutissement au cours de la période de transition politique et depuis le nouveau gouvernement issu des élections de novembre 2015. C'est le cas de l'adoption en 2015 de la nouvelle loi portant prévention et répression de la corruption ainsi que de la nouvelle loi organique relatives aux lois de finances (LOLF) en application des directives du cadre harmonisé des finances publiques de l'UEMOA. De même l'Autorité supérieure de contrôle d'Etat et de lutte contre la corruption a bénéficié d'une réforme du cadre législatif renforçant son rôle, son autonomie financière ainsi que sa capacité à se doter d'un personnel suffisant et efficace. En 2016, le gouvernement a adopté un projet de loi organique relative à la Cour des comptes lui permettant d'être plus efficace. La promulgation de la LOLF en avril 2016 a permis d'internaliser la quasi-totalité des directives de l'UEMOA, ce qui a permis au pays de prévoir un basculement vers le budget de programme dès janvier 2017. La mise en œuvre devrait en particulier améliorer la gestion des dépenses d'investissement. Seule la Directive portant plan comptable des collectivités territoriales n'a pas encore été transposée dans le droit national.

Mise à part les difficultés budgétaires actuelles, la mise en œuvre du programme de réforme a permis ces dernières années d'améliorer la situation des recettes avec cependant de grands

défis au niveau de la fourniture de services publics. Selon les données du FMI, les recettes fiscales ont connu une croissance rapide, passant de 12,5% du PIB en 2007 à 16,5% en 2013. A cause de la situation sociopolitique du pays, la tendance haussière des performances dans la mobilisation des recettes internes s'est estompée et le taux de pression fiscale est retombé autour de 15,2% depuis 2014. Avec le retour à une situation politique normale, les défis de la mobilisation des recettes internes se posent en plus de ceux liés au renforcement des capacités de l'État en matière d'exécution des dépenses d'investissement particulièrement.

Conclusion: La politique sectorielle de finance publique est pertinente et crédible. Il est estimé que le critère d'éligibilité est respecté.

1.2.4 Transparence et contrôle du budget

La première évaluation du point d'entrée pour ce critère par la Délégation de l'Union européenne au Burkina Faso a été jugée satisfaisante, **les principaux documents budgétaires étant publiés dans des délais raisonnables** sur le site de la Direction générale du budget ou sur le site du Ministère de l'économie et des finances (Cadre budgétaire à moyen terme, circulaire budgétaire, avant-projet, projet de budget, loi de finances initiale, loi de règlement, rapport trimestriel d'exécution du budget, plan de passation des marchés publiques, etc.).

Depuis lors, cette éligibilité n'a pas été remise en cause, notamment dans le contexte post transition politique. En effet, comme pour les années précédentes, les documents budgétaires de 2015 ont tous été publiés. La loi de finances initiale 2016 a également été publiée sur le site de la Direction Générale du Budget en début d'année.

De plus, d'autres acteurs contribuent également à la transparence: ainsi, le Centre d'information, de formation et d'études sur le budget (CIFOEB), organisation de la société civile, publie des notes synthétiques sur les lois de finances et sur l'exécution budgétaire sur son site. En outre, les rapports des principaux corps de contrôle (Autorité supérieure de contrôle d'Etat et Cour des comptes) sont publiés annuellement.

Les évaluations selon les approches internationales confirment que l'évolution de la transparence budgétaire est bonne dans l'ensemble même si de grands défis sont encore à relever. Pour rappel, les notes du PEFA de 2013 indiquent une progression (PI-10) par rapport à la situation de 2010. La notation de l'Open Budget Index a progressé de 23 à 43 entre 2012 et 2015.

Les principaux défis à court terme concernent: (i) des efforts pour publier les documents dans des délais encore plus courts, (ii) la production et la diffusion à bonne date d'un budget citoyen.

Conclusion: Il est estimé que ce critère d'éligibilité relatif à la transparence budgétaire est respecté.

2 RISQUES ET HYPOTHESES

Risques	Niveau de risque (E/M/F)	Mesures d'atténuation
Au niveau sectoriel <ul style="list-style-type: none"> Le processus d'actualisation de la politique nationale de l'eau et de formulation des programmes opérationnels est perturbé du fait de l'instabilité 	F	Le dialogue et l'action conjointe des PTF contribueront à la formulation de programmes opérationnels cohérents.

institutionnelle du secteur.		
<ul style="list-style-type: none"> Les capacités des agences de l'eau chargées de la mise en œuvre opérationnelle de la GIRE ne sont pas renforcées. 	M	Le dialogue de l'appui budgétaire incitera le gouvernement à mettre en place les conditions nécessaires à l'opérationnalisation des agences de l'eau et des textes réglementaires.
<ul style="list-style-type: none"> Les capacités managériales de structures (centrales et déconcentrées) chargées de la gestion des programmes opérationnels de la politique nationale de l'eau ne sont pas renforcées. 	M	Le renforcement des capacités prévu dans le présent programme et le dialogue de l'appui budgétaire contribueront de réduire ce risque.
<ul style="list-style-type: none"> Les capacités des collectivités ne sont pas renforcées dans la perspective de la maîtrise d'ouvrage communal. 	M	Outre le dialogue de l'appui budgétaire, l'UE prévoit un programme sur la décentralisation qui apportera un appui aux collectivités. Le rôle de la société civile (plaidoyer et formation) dans le présent programme contribue également à réduire ce risque.
<ul style="list-style-type: none"> Les ressources financières mobilisées pour la mise en œuvre de la PNE et de ses programmes opérationnels restent insuffisantes. 	M	Le dialogue et la concertation consolidées entre PTF, avec les ONG et avec le Ministère des finances contribuera à mobiliser et orienter les ressources budgétaires nécessaires en appui au secteur.
Aux niveaux macroéconomique et finances publiques		
<ul style="list-style-type: none"> Des chocs exogènes affectent la stabilité du cadre macroéconomique et impactent la capacité budgétaire du pays; 	F	Le dialogue de l'Appui Budgétaire est maintenu et consolidé.
<ul style="list-style-type: none"> La mise en œuvre des Budgets Programmes, notamment la gestion axée sur les résultats, est limitée par le manque de capacité au sein du Ministère en charge de l'eau et de l'assainissement; 	M	La mise en œuvre du Programme d'Appui à la Gestion Publiques et aux Statistiques.
<ul style="list-style-type: none"> La corruption dans le secteur limite les impacts des programmes opérationnels. 	M	Des actions de redevabilité sont développées au profit de Société civile.
Hypothèses		
<ul style="list-style-type: none"> Le gouvernement à travers le ministère en charge de l'eau s'engage : (i) dans un processus de réforme institutionnel pour la prise en charge des droits humains liés à l'eau et à l'assainissement ; (ii) à accompagner les collectivités pour la mise en œuvre de la maîtrise d'ouvrage communale ; (iii) à soutenir les organisations de la société civile dans leur rôle de partenaire et d'observateur critique en matière de suivi et de mise en œuvre de la politique sectorielle eau et assainissement ; (iv) à rendre opérationnel le dispositif de la GIRE Les financements requis pour la mise en œuvre des programmes opérationnels sont mobilisés. 		

3 ENSEIGNEMENTS TIRES, COMPLEMENTARITE ET QUESTIONS TRANSVERSALES

3.1 Enseignements tirés

Premier programme d'appui budgétaire sectoriel (ABS) de l'UE au Burkina Faso, le programme d'appui à la politique sectorielle – eau potable et assainissement (PAPS-EPA) a exécuté conjointement avec les appuis des coopérations danoise, suédoise et allemande qui ont également financé le secteur sous forme d'ABS. Outre l'ABS, le PAPS-EPA a permis :

- De financer à travers des contrats de subvention (en ajout de ceux de la facilité eau) d'importantes réalisations (*latrines familiales et diverses actions de promotion des bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement, de renforcement des capacités des acteurs locaux et le développement de la maîtrise d'ouvrage communale*) au profit du milieu rural. Malgré les résultats appréciables obtenus, la situation du sous-secteur assainissement familial (notamment en milieu rural) reste préoccupante au regard de l'importance des besoins. En outre, la prise en charge opérationnelle du sous-secteur par les institutions publiques est insuffisante et parfois inadaptée au regard : (i) des défis actuels du sous-secteur ; (ii) de la spécificité du sous-secteur qui requiert des actions de proximité et s'inscrivant dans une certaine continuité. Cette analyse est confirmée par la mission d'évaluation² externe de l'appui budgétaire 2009-2014 qui relève dans son rapport que « ***L'ABS a notamment contribué à la mise en œuvre du cadre stratégique sectoriel et de ses objectifs, mais malgré des avancées notables dans la fourniture de services, les défis restent très importants surtout en milieu rural et dans le domaine de l'assainissement*** ». Elle recommande à cet effet de : « ***Continuer à appuyer l'approche sectorielle à travers une combinaison d'ABS et de projets,...*** » et que « ***La complémentarité entre les AB et le renforcement de la SC devra continuer et s'étendre à de nouveaux domaines...*** ».

Ces recommandations sont partagées par l'analyse de la coopération danoise qui, sur la base de l'expérience de l'UE en matière cofinancement (i.e. les appels à proposition du PAPS-EPA mis en place au regard de l'important retard dans le sous-secteur assainissement familial en milieu rural et de l'absence d'un dispositif national efficace permettant une prise en charge adaptée), a retenu dans le cadre de son futur appui au secteur « eau et assainissement », de mettre en place une intervention complémentaire (à son appui budgétaire) sous forme d'appui aux ONG pour la mise en œuvre des actions d'assainissement familial.

- De financer dans une démarche coordonnée avec les autres partenaires techniques et financiers, des missions d'appui ponctuel à la demande du ministère chargé de l'eau.

D'une manière générale, la mise en œuvre des appuis budgétaires et le développement d'un dialogue sectoriel dynamique ont fortement contribué à renforcer le positionnement stratégique du secteur au sein du cadre politique national.

3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs

Le présent programme assurera une bonne complémentarité et synergie avec :

(i) l'ensemble des actions envisagées au titre des secteurs de concentration « Gouvernance », « Santé » et « Sécurité alimentaire et nutritionnelle, agriculture durable et eau » dans le cadre du 11^e FED. A cet effet, une attention particulière sera portée aux thématiques suivantes : Finances publiques, système statistique national (statistiques sectorielles), décentralisation, sécurité alimentaire, nutrition et santé.

(ii) les interventions des autres bailleurs de fonds, en particulier les coopérations danoise, suédoise, allemande, française et belge.

L'ensemble des bailleurs de fonds travailleront de manière coordonnée dans la mise en place de leurs assistances techniques respectives, comme ils l'ont déjà fait au cours du 10^e FED. Ceci sera assuré à travers des comités de pilotage et du dialogue sectoriel prévue par le

² Mission externe relative à l'évaluation de l'ensemble des appuis budgétaires au Burkina Faso (2009-2014)

gouvernement dans le cadre de la mise en œuvre des programmes opérationnels de la politique nationale de l'eau.

(iii) Une synergie et complémentarité sera également cherchée avec les actions humanitaires financées par la Commission européenne, afin de répondre de manière holistique aux besoins de personnes vulnérables.

En termes de coordination des donateurs, elle se traduit d'une part à travers le cadre de concertation des PTF dont l'animation assurée par un chef de file (la BAD pour la période 2015-2016); et d'autre part, à travers le **cadre de dialogue sectoriel** « Eau et Assainissement» qui connaît une participation dynamique de l'ensemble des acteurs (gouvernement, organisations de la société civile et PTF). Le cadre de concertation des PTF permet aux donateurs : (i) d'adopter une position consensuelle dans la perspective du cadre du dialogue avec le gouvernement. (ii) d'harmoniser leurs interventions.

3.3 Questions transversales

Le PAPS-EA, qui contribue à la mise en œuvre de la politique nationale de l'eau (PNE), tiendra compte des thèmes transversaux suivants :

- **La durabilité environnementale** : La connaissance des ressources en eau, des besoins, des usages, est essentielle et participe à une bonne gestion des ressources en eau dans un pays comme le Burkina qui se trouve confronté à des défis majeurs apparus avec l'exploitation des ressources en eau. L'appui à l'opérationnalisation de la GIRE prévu par le PAPS-EA permettra d'apporter des réponses aux questions préoccupantes relatives à la qualité et la gestion des ressources en eau. Ceci à travers des actions concrètes qui seront menées au niveau des agences de l'eau.
- **Le genre** : En matière d'approvisionnement pour les besoins domestiques, l'essentiel de la corvée d'eau est supporté par les femmes ou les filles. En milieu rural et périurbain notamment, des énergies et du temps sont consacrés aux questions liées à l'eau, au détriment de la scolarité de la fille, des activités de production ou de formation des femmes. En outre, le manque de systèmes d'assainissement constitue un réel problème, en particulier pour la femme et la jeune fille. Il se traduit sous forme d'impacts négatifs au niveau de la santé, de la sécurité, de la dignité et de l'intimité. A travers l'appui à la réalisation d'infrastructures d'eau potable et d'assainissement et la mise en œuvre d'action d'éducation à l'hygiène, le PAPS-EA contribuera notamment à l'amélioration des conditions de vie de la femme et de la fille.
- **Les droits humains** : Le Gouvernement est sensible à l'approche fondée sur les droits humains. En effet, « Assurer le droit d'accès universel à l'eau et l'assainissement » est une des orientations stratégiques du PNE. En outre, suite à la révision constitutionnelle survenue en novembre 2015, l'eau potable et l'assainissement constituent des droits sociaux reconnus au Burkina Faso. Le monitoring de l'action gouvernementale sera assuré par le rôle confié aux organisations de la société civile dans le PAPS-EA en matière de plaidoyer et de veille citoyenne.
- **Les changements climatiques** : De par sa morphologie, le Burkina Faso est confronté à un risque élevé de déficit en eau dans un contexte de dérèglement climatique. L'intégration de la GIRE dans le PAPS-EA et l'objectif de la rendre opérationnelle au cours du programme permettra de contribuer à améliorer la connaissance et la gestion des ressources en eau du pays et optimiser l'utilisation de l'eau en mitigant les effets du changement climatique et en prévenant les conflits d'usage.

4 DESCRIPTION DE L'ACTION

4.1 Objectifs/résultats

Objectif général : Aider le gouvernement du Burkina Faso à éradiquer la pauvreté, à promouvoir une croissance durable et inclusive et à consolider et améliorer la gouvernance démocratique et économique.

Objectif spécifique : Améliorer équitablement et durablement l'accès à l'eau potable, l'assainissement et à l'hygiène de la population, dans le respect d'une gestion intégrée des ressources en eau. Le PAPS-EA contribue à l'ODD n°6 qui est de «*Garantir l'accès de tous à l'eau, l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau*».

Résultats attendus :

- **R 1 : La gouvernance sectorielle est améliorée.**

Il s'agit d'accompagner la mise en œuvre de la phase 2016-2020 du programme gouvernance eau et assainissement (PGEA). A ce titre, ce résultat permettra de soutenir : (i) le processus de réformes sectorielles à engager par le Gouvernement afin notamment d'améliorer l'efficacité du dispositif en charge du secteur rural. (ii) la société civile dans son rôle d'acteur stratégique. Ceci à travers un dialogue politique structuré et dynamique.

- **R 2 : La gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) est opérationnelle.**

Il s'agit d'accompagner la mise en œuvre de la phase 2016-2020 du Programme National GIRE (PNGIRE). A ce titre, ce résultat permettra d'assurer un accompagnement aux services publics chargés de la mise en œuvre de la GIRE. (ii) De soutenir la société civile en matière de GIRE opérationnelle et de promotion de l'approche fondée sur les droits humains dans le secteur eau et assainissement.

- **R 3 : L'accès des populations au service d'approvisionnement en eau potable est amélioré, en appliquant l'approche fondée sur les droits humains (AFDH).**

Ce résultat permet d'accompagner la mise en œuvre de la phase 2016-2020 du programme national d'approvisionnement en eau potable (PN-AEP) à travers la réalisation des infrastructures et l'amélioration du service public d'eau potable.

- **R 4 : L'accès des populations au service d'assainissement des eaux usées et excréta est amélioré, en appliquant l'approche fondée sur les droits humains (AFDH).**

Ce résultat permet d'accompagner la mise en œuvre de la phase 2016-2020 du programme national d'assainissement des eaux usées et excréta (PN-AEUE) à travers la réalisation des infrastructures et l'amélioration du service public d'assainissement. Plus spécifiquement, il contribuera à la mise en œuvre de la stratégie nationale de mise en œuvre de l'assainissement total piloté par la communauté (ATPC) au Burkina Faso.

Ce programme s'inscrit dans l'Agenda 2030. Il contribue principalement à atteindre progressivement l'objectif 6 des ODD. Cela n'implique pas d'engagement de la part du Burkina Faso qui bénéficie de ce programme.

4.2 Principales activités

L'objectif spécifique du programme sera atteint par l'action conjointe de l'appui budgétaire et de l'appui complémentaire.

Les activités envisagées au titre du PAPS-EA contribueront spécifiquement à l'amélioration des conditions de vie de la femme et de la fille. En effet, elles permettront à travers la

réalisation des : (i) ouvrages d’approvisionnement en eau potable, de réduire la corvée d’eau essentiellement supportée par la femme et la jeune fille. (ii) ouvrages d’assainissement, d’assurer plus de sécurité, de dignité et d’intimité pour la femme et la jeune fille.

4.2.1 Appui budgétaire

Les principales activités comprendront:

- Le transfert de 36 000 000 EUR sur la période couvrant les exercices budgétaires 2016-2020.
- Un dialogue continu avec le gouvernement sur la politique et les actions à mener, en accordant une attention particulière aux domaines visés par les objectifs du programme (opérationnalisation de la GIRE, amélioration de la gestion du secteur rural, amélioration du suivi/évaluation).
- Des efforts soutenus pour renforcer les capacités du gouvernement en matière de gestion des finances publiques (GFP).
- Un dialogue continu entre la délégation de l’UE et les autres donateurs pour coordonner et mieux aligner notre coopération au développement, afin d’éviter la redondance des activités et d’alléger les obligations de « reportage » qui pèsent sur le gouvernement;
- Une surveillance régulière des critères d’éligibilité à l’appui budgétaire:
 - le suivi de la réalisation des objectifs prioritaires pour le secteur se fera à partir des rapports d’avancement annuels et d’autres évaluations faites par l’UE ou examens équivalents des partenaires au développement, étayés par des informations régulières et des discussions dans les groupes de travail pertinents du secteur.
 - le suivi des développements macroéconomiques se fera dans le contexte des missions du FMI et d’autres évaluations pertinentes, ainsi que dans le cadre d’un dialogue permanent avec le FMI.
 - la surveillance du critère d’éligibilité de la GFP se fera sur base des revues de la stratégie nationale de réforme de la GFP et sur des évaluations connexes ou des analyses ad hoc du FMI et d’autres partenaires au développement, y compris une analyse sectorielle spécifique (par exemple au moyen des enquêtes de suivi des dépenses publiques et des évaluations des dépenses publiques).
 - le suivi de la transparence budgétaire se fera à travers la vérification de la mise à la disposition du public de la documentation appropriée.

Le dialogue sectoriel sera basé sur les progrès dans la mise en œuvre des conditions générales de décaissement (cf. section 5.3.2).

4.2.2 Appui complémentaire

L'appui complémentaire a été identifié en vue de contribuer à l’amélioration de la gouvernance sectorielle, au renforcement des capacités des acteurs et à l’opérationnalisation de la gestion intégrée de ressources en eau. Il s’agit d’apporter une réponse aux besoins du gouvernement en matière d’assistance technique et de soutenir les organisations de la société civile sur des thématiques comme la gouvernance sectorielle, la GIRE opérationnelle, la redevabilité, le dialogue sectoriel etc. Tout comme l’appui budgétaire, l’appui complémentaire accompagnera la mise en œuvre des réformes dans le secteur eau et assainissement. Il couvrira notamment :

- **Un appui aux organisations de la société civile à travers un appel à propositions :** Il s’agit d’accompagner la société civile dans son rôle d’acteur stratégique pour la mise en

œuvre et le suivi de la politique sectorielle eau et assainissement. Cela se fera par un appel à propositions qui intégrera la promotion de l'AFDH au titre des activités transversales en vue de soutenir : (i) L'assainissement familial en milieu rural avec un accent sur les aspects de changement de comportement. (ii) La GIRE opérationnelle en favorisant l'émergence des agences de l'Eau à travers des appuis techniques des organismes spécialisés ayant une expérience pratique de la GIRE (par exemple des agences de l'eau expérimentées). A travers l'AFDH, l'appel à propositions (assainissement familial et GIRE) assurera une prise en charge de la promotion du genre. En outre, la mise en œuvre de l'AFDH se fera avec l'implication des ONG ou associations de la société civile spécialisées en AFDH.

- **Un appui au Centre des Métiers de l'Eau (CEMEau) de l'ONEA³ du Burkina Faso pour le renforcement des capacités des acteurs du secteur :** Le CEMEau est une structure de formation professionnelle créée (en 1990) initialement pour le renforcement des compétences internes du personnel ONEA. Au vu des enjeux majeurs liés à la décentralisation et à la mise en œuvre des programmes nationaux du secteur Eau et Assainissement, le CEMEau a réorienté sa vision et ses ambitions pour prendre en compte cette nouvelle dynamique nationale. Il agira à titre de prestataire pour apporter des réponses aux demandes de formations qui seront exprimées par les acteurs locaux (collectivités territoriales, services techniques déconcentrés et agences de l'eau) en lien avec le développement des services d'eau et d'assainissement.
- **Une assistance technique au profit du ministère chargé de l'eau en vue de soutenir la mise en œuvre du Programme Gouvernance du secteur eau et assainissement (PGEA) et du Programme National pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PN/GIRE) :** L'assistance technique accompagnera le MEA à mettre en œuvre les réformes planifiées en matière de : suivi-évaluation et développement des statistiques sectorielles, développement institutionnel (décentralisation, déconcentration, capacités managériales, etc) et adaptation des instruments sectoriels (intégration de l'AFDH, genre, etc). Elle se traduira par la mobilisation : (i) d'experts long termes pour des questions relatives à la GIRE, au développement institutionnel et au suivi-évaluation statistiques; (ii) d'experts court termes pour des études diverses à la demande du pays bénéficiaire.

4.3 Logique d'intervention

La logique d'intervention s'inscrit dans le cadre d'une contribution à la mise en œuvre de politique nationale de l'eau (PNE). Pour ce faire, les axes d'intervention du PAPS-EA s'alignent sur les priorités de la PNE décliné dans ses programmes opérationnels.

Les principales actions envisagées pour l'atteinte des résultats sont :

Au titre du résultat R 1 :

- P 1.1. Des études stratégiques sont réalisées en vue d'alimenter le dialogue sectoriel autour des principales réformes à mener : (i) Une étude d'actualisation du référentiel des indicateurs sectoriels de la politique nationale de l'eau. (ii) Un audit institutionnel et organisationnel du secteur eau et assainissement. (iii) Une étude d'actualisation de la

³ L'Office National de l'Eau et de l'Assainissement est la société publique responsable du service d'eau potable et d'assainissement en milieu urbain (centres de plus de 10 000 habitants). L'ONEA lié à l'Etat par un contrat d'objectifs triennal glissant dénommé « contrat plan »

situation de référence en matière d’approvisionnement en eau potable et d’assainissement (taux d’accès en milieu rural, taux d’accès en milieu urbain et taux d’accès national).

- P 1.2. La mise en place d’une assistance technique auprès du MEA est effective : Accompagner le MEA à mettre en œuvre les réformes planifiées.
- P 1.3. Le renforcement des capacités des acteurs locaux est effectif : Organiser des sessions de formations au profit des services déconcentrés du MEA et des communes.
- P1.4. Un appui aux organisations de la société civile (OSC) pour la promotion de l’approche fondée sur les droits humains est effectif : Soutenir la société civile pour mener des actions de veille citoyenne et de plaidoyer.

Au titre du résultat R 2 :

- P 2.1. Les SDAGE⁴ des agences de l’eau sont élaborés et adoptés : Soutenir l’élaboration et l’adoption de schémas directeur d’aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE).
- P 2.2 La mise en place progressive des services de la police de l’eau est effective dans toutes les régions du pays : Soutenir la mise en place d’une police de l’eau dans chacune des 13 régions du pays.
- P 2.3. La mise en œuvre de la (CFE) est effective dans tous les espaces de gestion du pays : intensifier la mise en application de la contribution financière en matière d’eau (CFE) en vue d’améliorer le niveau de financement endogène de la GIRE.
- P 2.4. Un partenariat dynamique est effectif entre Agences de l’eau du Burkina Faso et des organismes spécialisés en matière de GIRE : Il s’agit d’une activité complémentaire à la P 2.1. Elle consiste à mobiliser au profit des agences de l’eau, via un appel à proposition, l’appui technique d’organismes spécialisés disposant d’une expérience pratique en matière de GIRE.

Au titre du résultat R 3 :

- P 3.1. La réalisation d’infrastructures pour le développement du service de l’eau potable est effective : En plus de la progression du taux d’accès à l’eau potable suivant la trajectoire des ODD, l’appui visera la réduction des disparités géographiques en lien avec l’application de l’AFDH. A cet effet, l’appui ciblera l’amélioration de l’accès en potable en milieu rural et péri-urbain (quartiers périphériques et zones d’habitat informel). Dans le cadre du PAPS-EA, les investissements seront financés par l’état, notamment à partir de l’appui budgétaire.

Au titre du résultat R 4 :

- P 4.1. Des actions de promotion de bonnes pratiques d’hygiène et d’assainissement sont réalisées : La fin de la défécation à l’air libre (FDAL) quel que soit le type d’ouvrage d’assainissement utilisé (hygiénique ou pas) est une étape essentielle dans le processus de changement de comportement. Pour ce faire, le PN-AEUE a retenu l’approche de l’assainissement total piloté par les communautés (ATPC) qui devra être développée de manière stratégique et continue sur le terrain. Cette démarche sera complétée par la promotion de l’adoption de bonnes pratiques d’hygiène et d’assainissement (lavage des mains, latrines hygiéniques, utilisation des sources d’eau potable, stockage adéquat de

⁴ Le SDAGE est le principal instrument de planification dont disposent les agences de l’eau. Son adoption et sa mise en œuvre permettent aux agences de l’Eau de jouer pleinement leur rôle en matière de protection des ressources en eau et de prévention des conflits entre usages dans un contexte de changements climatiques.

l'eau potable) en vue de réduire les risques de péril fécal. L'activité couvrira le milieu rural et le milieu péri-urbain (quartiers périphériques et zones d'habitat informel).

- P 4.2. La réalisation d'infrastructures d'assainissement familial (latrines hygiéniques) est effective : Il s'agit de subventionner de manière ciblée et proportionnée les ouvrages d'assainissement familial afin d'amener progressivement les ménages à autofinancer entièrement leurs ouvrages. L'activité couvrira le milieu rural et le milieu péri-urbain (quartiers périphériques et zones d'habitat informel). Les investissements seront financés par : (i) l'état, notamment à partir de l'appui budgétaire. (ii) les ONG bénéficiaires de subvention via l'appel à propositions.

5 MISE EN ŒUVRE

5.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire, tel que prévu à l'article 17 de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE.

5.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4.2. seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de **72 mois** à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision et les contrats et accords concernés; les modifications apportées à la présente décision constituent des modifications non substantielles au sens de l'article 9, paragraphe 4 du règlement (UE) 2015/322.

5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

5.3.1 Motivation des montants alloués à l'appui budgétaire

Le montant alloué est de 36 000 000 EUR au titre de l'appui budgétaire, de 17 000 000 EUR au titre de l'appui complémentaire et 1 000 000 EUR pour visibilité/audits/évaluations/provisions pour imprévus. L'appui complémentaire verra l'affectation de 12 000 000 EUR à des actions de la société civile et la répartition de 5 000 000 EUR entre l'assistance technique et le renforcement des capacités des acteurs du secteur. Le montant alloués à l'appui budgétaire repose sur :

- La prise en considération du coût d'une non-intervention pouvant se traduire par : (i) une réduction des investissements dans le secteur avec un impact négatif sur l'accès des populations bénéficiaires à des ouvrages d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement ; (ii) un impact négatif sur la gouvernance du secteur et un risque d'affaiblissement du dialogue sectoriel.
- L'engagement du pays partenaire à allouer les ressources budgétaires nationales conformément aux priorités définies et en suivant les procédures budgétaires nationales standards;
- L'efficacité, le rapport coût-avantages et l'impact de la valeur ajoutée spécifique de l'appui budgétaire sur la réalisation des objectifs stratégiques du pays partenaire;
- Le bilan des décaissements antérieurs d'appuis budgétaires de la Commission européenne et des autres bailleurs de fonds, et l'amélioration des indicateurs sectoriels.

5.3.2 Critères de décaissement de l'appui budgétaire

a) Les conditions générales de décaissement de toutes les tranches sont les suivantes:

- progrès satisfaisants dans la mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Eau (PNE) / Burkina Faso, maintien de la crédibilité et de la pertinence de cette politique;
- mise en œuvre d'une politique macroéconomique crédible axée sur la stabilité;
- progrès satisfaisants dans la mise en œuvre de la Politique sectorielle de l'économie et des finances (POSEF) ;
- progrès satisfaisants en ce qui concerne la mise à la disposition du public, en temps utile, d'informations budgétaires exhaustives et fiables.

b) Les conditions particulières de décaissement susceptibles d'être appliquées aux tranches variables sont les suivantes:

- Gouvernance sectorielle (mesure sur la réalisation d'études stratégiques en vue d'alimenter le dialogue sectoriel autour des principales réformes à mener).
- GIRE (Taux de recouvrement de la CFE et Nombre de services de police de l'eau mis en place).
- Eau potable (Nombre de villages sans accès à l'eau potable en milieu rural ; Nombre de personnes additionnelles desservies en milieu péri-urbain).
- Assainissement (Proportion de villages et secteurs certifiés FDAL ; Nombre de latrines familiales hygiéniques construites en milieu péri-urbain).

Les cibles et indicateurs de performance retenus pour les décaissements seront applicables pendant toute la durée du programme. Cependant, dans des circonstances dûment justifiées, une demande de modification des cibles et indicateurs pourra être présentée par l'ordonnateur national à la Commission. Les modifications convenues pourront être autorisées par un échange de lettres entre les deux parties.

En cas de dégradation sensible des valeurs fondamentales, les décaissements au titre de l'appui budgétaire peuvent être officiellement suspendus, temporairement suspendus, réduits ou annulés, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

5.3.3 Modalités de l'appui budgétaire

L'appui budgétaire est fourni sous la forme d'un appui budgétaire direct non ciblé au Trésor public. L'opération de crédit des virements en euros décaissés en francs CFA sera exécutée aux taux de change applicables, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

Les décaissements annuels de l'appui budgétaire se feront selon le schéma suivant :

Montants en euros			
Année	Tranches fixes	Tranches variables	Total
2017	6.000.000	3.000.000	9.000.000
2018	6.000.000	3.000.000	9.000.000
2019	6.000.000	3.000.000	9.000.000
2020	6.000.000	3.000.000	9.000.000
Total	24.000.000	12.000.000	36.000.000

5.4 Modalités de mise en œuvre pour l'appui complémentaire d'un appui budgétaire

5.4.1 Subventions: appel à propositions (gestion directe)

(a) Objectifs des subventions, domaines d'intervention, priorités pour l'année et résultats escomptés

Il est prévu dans la cadre des appuis complémentaires de lancer un appel à propositions comprenant :

- **Lot n°01** relatif à « *Assainissement familial en milieu rural et promotion des droits humains dans le secteur Eau et Assainissement* ». Il a pour objectif de soutenir la mise en œuvre de la stratégie sous sectorielle « assainissement » en se basant sur la Stratégie de mise en œuvre de l'approche « Assainissement total piloté par la communauté (ATPC) » adopté par le Burkina Faso. A titre indicatif, les principales actions éligibles sont : Réalisation d'ouvrages d'assainissement des eaux usées et excréta, actions de mobilisation sociale et de formation d'artisans locaux, appui aux collectivités dans leur rôle de maîtrise d'ouvrage etc. D'une manière générale, les actions envisagées devront créer les conditions favorables à un changement de comportement par l'intégration de mesures visant la promotion des bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement au niveau des familles. Ceci dans la perspective de l'abandon de la défécation à l'air libre.
- **Lot n°02** portant sur la « *GIRE opérationnelle et promotion des droits humains dans le secteur Eau et Assainissement* ». Il a pour objectif de promouvoir un partenariat dynamique entre Agences de l'eau du Burkina Faso et des organismes spécialisés en vue de favoriser le transfert d'expertises, de connaissances et d'expériences. Il contribuera à la réalisation et la mise en œuvre des Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE). A titre indicatif, les principales actions éligibles sont celles inscrites dans le plan de travail des Agences de l'Eau.

Afin d'assurer la prise en compte des droits humains, l'appel à proposition contribuera de manière transversale, à la promotion de l'approche fondée sur les droits humains (qui intègre le genre) à travers des actions de plaidoyer pour la veille et contrôle citoyens. Dans chacun des deux lots, la mise en œuvre de l'AFDH sera assurée par des ONG disposant de l'expérience requise.

Sur la base de l'expérience du PAPS-EPA (10^e FED) qui a permis une mise en œuvre fluide des subventions, une gestion directe est retenue de commun accord avec l'ON. L'implication du gouvernement dans le processus sera assurée pour une meilleure intégration des actions financées dans le contexte national.

(b) Conditions d'éligibilité

Etre une personne morale sans but lucratif et avoir une expérience en matière de gestion et de mise en œuvre d'actions dans les domaines couverts.

Sous réserve des informations qui seront publiées dans l'appel à propositions :

Lot n°01 : le montant indicatif de la contribution de l'UE par subvention est de 1 500 000 EUR minimum et de 2 000 000 EUR maximum.

Lot n°02 : le montant indicatif de la contribution de l'UE par subvention est de 1 000 000 EUR minimum et de 2 000 000 EUR maximum

Les subventions peuvent être octroyées à des bénéficiaires individuels et groupements de bénéficiaires (coordinateur et cobénéficiaires).

La durée indicative de la subvention (sa période de mise en œuvre) est de 48 mois maximum pour chaque lot.

(c) Critères de sélection et d'attribution essentiels

Les critères de sélection essentiels portent sur la capacité financière et opérationnelle du demandeur.

Les critères d'attribution essentiels concernent la pertinence de l'action proposée au regard des objectifs de l'appel; la conception, l'efficacité, la faisabilité, la viabilité et le rapport coût/efficacité de l'action.

(d) Taux maximal de cofinancement

Le taux maximal de cofinancement possible pour les subventions au titre du présent appel est de 90%, en tenant compte de la faible capacité des entités éligibles.

Conformément à l'article 192 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012, applicable en vertu de l'article 37 du règlement (UE) 2015/323, lorsqu'un financement intégral est indispensable à la réalisation de l'action, le taux maximal de cofinancement possible peut atteindre 100 %. Le caractère indispensable du financement intégral doit être justifié par l'ordonnateur compétent de la Commission dans la décision d'attribution, dans le respect des principes d'égalité de traitement et de bonne gestion financière.

(e) Période indicative pour le lancement de l'appel : Premier trimestre de l'année 2017.

5.4.2 Gestion indirecte avec le pays partenaire

Une partie de la présente action ayant pour objectif de :

- Mobiliser des experts pour une assistance technique au profit du Ministère en charge de l'Eau et de l'assainissement ;
- Apporter un appui au Centre des Métiers de l'Eau de l'ONEA (CEMEau/ONEA) pour le développement de modules de formations au profit acteurs du secteur « eau et assainissement » ;

peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec le Burkina Faso conformément à l'article 58, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323 conformément aux modalités suivantes:

Le pays partenaire agit en tant que pouvoir adjudicateur dans le cadre des procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions. La Commission procède à un contrôle ex ante de toutes les procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions.

Les paiements sont exécutés par la Commission.

Conformément à l'article 190, paragraphe 2, point b), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et l'article 262, paragraphe 3, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 36 du règlement (UE) 2015/323 et l'article 19 c, paragraphe 1, de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE, le pays partenaire applique les règles de passation de marchés établies à la deuxième partie, titre IV, chapitre 3, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012. Ces règles, ainsi que les règles applicables aux procédures d'octroi de subventions conformément à l'article 193 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323, seront fixées dans la convention de financement conclue avec le pays partenaire.

5.5 Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique conformément à l'article 22, paragraphe 1, point b), de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

5.6 Budget indicatif

Désignation	Contribution de l'UE (montant en EUR)	Contribution indicative de tiers, dans la devise indiquée
5.3. Composante relative à l'appui budgétaire (contrat de réforme sectorielle) : 2017-2020	36 000 000 EUR	
5.4. Composante relative à l'appui complémentaire	17 000 000 EUR	1 333 333 EUR
5.4.1. Appel à propositions (gestion directe)	12 000 000 EUR	
Lot n°01 : Assainissement familial en milieu rural et promotion des droits humains dans le secteur « Eau et Assainissement ».	8 000 000 EUR	888 889 EUR
Lot n°02 : GIRE opérationnelle et promotion des droits humains dans le secteur « Eau et Assainissement ».	4 000 000 EUR	444 444 EUR
5.4.2. Gestion indirecte avec le pays partenaire dont	5 000 000 EUR	
Appui au CEMEau/ONEA pour le renforcement des capacités des acteurs.	2 500 000 EUR	
Assistance technique au profit du ministère chargé de l'eau.	2 500 000 EUR	
5.9. Evaluation, 5.10. Audit	450 000 EUR	
5.11. Communication et visibilité	50 000 EUR	
Provisions pour imprévus	500 000 EUR	
Totaux	54 000 000 EUR	1 333 333 EUR

5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

La mise en œuvre de l'action fait intervenir les acteurs suivants :

- La Direction générale de la coopération du Ministère de l'économie et des finances (DGCOOP), en tant qu'ordonnateur délégué du FED. Elle assure le suivi de l'action et est chargée de mobiliser et coordonner les différents services de l'Etat impliqués dans l'action.
- Le ministère chargé de l'eau, en tant que maître d'œuvre. Ceci à travers les structures existantes (directions centrales, directions régionales et agences de l'eau) du ministère.

En sus du cadre de dialogue sectoriel prévus dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Eau, un suivi spécifique du PAPS-EA sera assuré par un comité de pilotage du programme.

5.8 Suivi des résultats et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire de mise en œuvre. À cette fin, le partenaire de mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (réalisations et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité de projet) ou la liste d'indicateurs de résultat (pour l'appui budgétaire). Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

5.9 Évaluation

Eu égard à la nature de l'action, il sera procédé à des évaluations (à mi-parcours et finale) de la présente action ou ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants.

Evaluation à mi-parcours : Elle sera réalisée à des fins d'apprentissage, en particulier par rapport à la possibilité de mobiliser des ressources additionnelles pour la composante relative à l'appui budgétaire.

Evaluation finale : Elle sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques), en tenant compte en particulier du fait que la mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Eau nécessitera d'importantes réformes institutionnelles (notamment pour le milieu rural).

La Commission informera le partenaire de mise en œuvre au moins trois (3) mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire de mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts en charge de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire de mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet. À titre indicatif, il sera conclu deux (2) marchés de services d'évaluation au titre d'un contrat-cadre en 2019 et 2022.

5.10 Audit

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des

audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

À titre indicatif, il sera conclu un marché de services d'audit au titre d'un contrat-cadre en 2018.

5.11 Communication et visibilité

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations légales pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine et financées sur le budget indiqué à la section 5.6 ci-dessus.

En ce qui concerne les obligations légales en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités en charge. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base du manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'Union européenne.

À titre indicatif, il sera conclu un marché de services au titre d'un contrat-cadre en 2017.

ANNEXE – LISTE INDICATIVE DES INDICATEURS DE RESULTAT

Les moyens, les produits directs et induits escomptés et l'ensemble des indicateurs avec leurs cibles et leurs valeurs de référence qui figurent dans la liste des indicateurs de résultat sont fournis à titre indicatif et peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action sans modification de la décision de financement. Le tableau où figure la liste indicative des indicateurs de résultat évoluera au cours de la durée de vie de l'action: des colonnes supplémentaires seront insérées pour les objectifs intermédiaires (étapes), s'il y a lieu, et pour rendre compte des résultats obtenus, mesurés par rapport aux indicateurs.

	Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification
Objectif général: impact	Aider le gouvernement du Burkina Faso à éradiquer la pauvreté, à promouvoir une croissance durable et inclusive, à consolider et améliorer la gouvernance démocratique et économique.	1) Incidence de la pauvreté	1) 40,1% (2015)	1) 35% (2020)	Rapports d'évaluation PNDES (le PNDES est le nouveau référentiel national en cours de formulation. Cibles PNDES seront disponibles au plus tard en 2017)
Objectif(s) spécifique(s): effet(s) direct(s)	Améliorer équitablement et durablement l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène de la population, dans le respect d'une gestion intégrée des ressources en eau.	1) Taux national d'accès à l'eau potable. 2) Taux national d'accès à l'assainissement familial. 3) Taux de prévalence des maladies diarrhéiques	1) 72 % (2015, rapport bilan PNAEPA) 2) 18 % (2015, rapport bilan PNAEPA) 3) Cible non disponible (2015)	1) 79% (2020) 2) 34 % (2020) 3) Cible non disponible (2020)	1) Rapports d'évaluation externe 2) Rapports d'évaluation externe 3) Rapports d'enquête/étude et rapports d'évaluation externe

Produits induits	R 1. La gouvernance sectorielle est améliorée.	1) % du budget AEPA et GIRE du MEA exécuté localement (DREA, Agences de l'Eau, Communes) 2) Nombre d'actions d'appui-conseil des services déconcentrés du MEA auprès des communes. 3) Proportion de communes rurales organisant des espaces de dialogue entre autorités locales et citoyens dans le cadre de la reddition des comptes. 4) Taux d'atteinte des cibles des indicateurs de la matrice sectorielle 5) Taux de mise en œuvre des mesures et actions prioritaires convenu dans le cadre du dialogue sectoriel	1) 20% (2015) 2) 0 (2015) 3) 0% (2015) 4) 55,6% (2015) 5) 75% (2015)	1) 60% (2020) 2) 2.000 (2020) 3) 25% (2020) 4) 90% (2020) 5) 90% (2020)	1) Rapports de performance annuelle du secteur. 2) Rapports de performance annuelle du secteur. 3) Rapports de performance annuelle du secteur. 4) Rapports de performance annuelle du secteur. 5) Rapports de performance annuelle du secteur.
Produits directes	P 1.1. Des études stratégiques sont réalisées en vue d'alimenter le dialogue sectoriel autour des principales réformes à mener.	1) Nombre d'études réalisées (Etude1 : Actualisation référentiel indicateurs sectoriel ; Etude2 : audit organisationnel et institutionnel du secteur, Etude3 : actualisation situation de référence AEPA avec l'appui de l'INSD).	1) TDRs non disponible (juin 2016)	1) Publication des 3 études : 2016 pour étude 1, 2017 pour étude 2 et 2018 pour étude 3.	1) Rapports d'études.
	P 1.2. La mise en place d'une assistance technique auprès du MEA est effective.	1) Expertises mobilisées par l'assistance technique	1) 0% (2016)	1) 100% expertises mobilisées (2020)	1) Rapport assistance technique
	P 1.3. Le renforcement des capacités des acteurs locaux (services techniques déconcentrés du MEA et communes) est effectif.	1) Nombre d'agents formés (Ventilé par sexe)	1) 0 (2016)	1) 700 dont au moins 5% de femmes (2020)	1) Rapports du CEMEau
	P 1.4. Un appui aux organisations de la société civile (OSC) pour la promotion de l'approche fondée sur les droits humains est effectif.	1) Taux de réalisation des actions mises en œuvre par les OSC soutenues.	1) 0 (2016)	1) 100% (2022)	1) Rapports annuels d'activités des OSC.

Produits induits	R 2. La mise en œuvre opérationnelle de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) est assurée.	1) Taux d'optimisation du réseau des mesures piézométriques. 2) Pourcentage des retenues d'eau de surface avec protection des berges	1) 70 % (2015) 2) 13% (2015)	1) 85 % (2020) 2) 25% (2020)	1) Rapports de performance annuelle du secteur 2) Rapports de performance annuelle du secteur
Produits directs	P 2.1. Les SDAGE des Agences de l'Eau sont élaborés et adoptés.	1) Nombre de Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) adoptés.	1) 2 SDAGE(2015) adoptés.	1) 5 SDAGE (2020) adoptés.	1) Décrets d'approbation des SDAGE
	P 2.2 La mise en place des services de la police de l'eau est effective dans toutes les régions du pays.	1) Nombre de services de police de l'eau fonctionnels.	1) 1 (2015)	1) 13 (2020)	1) Rapports bilan annuel du PAGIRE
	P 2.3. La mise en œuvre de la Contribution Financière en matière d'Eau (CFE) est effective dans tous les espaces de gestion du pays.	1) Taux de recouvrement de la Contribution Financière en matière d'Eau (CFE).	1) 25 % de l'assiette (2015)	1) 70% de l'assiette (2020)	1) Rapports bilan annuel du PAGIRE
	P 2.4. Un partenariat dynamique est effectif entre Agences de l'eau du Burkina Faso et des organismes spécialisés en matière de GIRE.	1) Taux de réalisation physique des programmes d'activités des agences appuyées. 2) Nombre cumulé de mission d'appui réalisée par les organismes spécialisés.	1) 80% (2015) 2) 0 (2016)	1) 90% (2020) 2) 20 (2020)	1) Rapports bilan annuel du PAGIRE 2) Rapports annuels d'activités des organismes spécialisés.
Produits induits	R 3. L'accès des populations au service d'approvisionnement en eau potable est amélioré, en appliquant l'approche fondée sur les droits humains (AFDH).	1) Taux d'accès à l'eau potable en milieu rural. 2) Taux d'accès à l'eau potable en milieu urbain. 3) Nombre de commune ayant un taux d'accès à l'eau potable inférieur à 65%.	1) 65% (2015) 2) 90% (2015) 3) 144 (2015)	1) 76% (2020) 2) 95% (2020) 3) 0 (2020)	1) Rapports de performance annuelle du secteur. 2) Rapports de performance annuelle du secteur. 3) Rapports de performance annuelle du secteur.

Produits directes	P 3.1. La réalisation d'infrastructures pour le développement du service de l'eau potable est effective	En milieu rural : 1) Nombre de villages sans accès à l'eau potable. 2) Pourcentage de points d'eau modernes fonctionnels 3) Pourcentage de systèmes d'adduction d'eau potable simplifiés fonctionnels En milieu péri-urbain (périmètre ONEA) : 4) Nombre cumulé de personnes desservies en eau potable.	1) 360 (2015) 2) 88,7% (2015) 3) 84,1% (2015) 4) 124.395 (2015)	1) 0 (2020) 2) 95% (2020) 3) 95% (2020) 4) 320.000 (2020)	1) Rapports bilan annuel du PNAEP 2) Rapports bilan annuel du PNAEP 3) Rapports bilan annuel du PNAEP 4) Rapports bilan annuel du PNAEP
Produits induits	R 4. L'accès des populations au service d'assainissement des eaux usées et excréta est amélioré, en appliquant l'approche fondée sur les droits humains (AFDH).	1) Taux d'accès à l'assainissement familial en milieu rural 2) Taux d'accès à l'assainissement familial en milieu urbain 3) Proportion de populations ayant adoptées de pratiques adéquates d'hygiène et d'assainissement. 4) Proportion de villages et secteurs certifiés FDAL	1) 12% (2015) 2) 34% (2015) 3) 12% rural (2015) 4) 1,1% (2015)	1) 25% (2020) 2) 55% (2020) 3) 25% rural (2020) 4) 30% (2020)	1) Rapports de performance annuelle du secteur. 2) Rapports de performance annuelle du secteur. 3) Rapports de performance annuelle du secteur. 4) Rapports de performance annuelle du secteur.
Produits directes	P 4.1. Des actions de promotion de bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement sont réalisées.	Nombre cumulé de personnes touchées : 1) En milieu rural : 2) En milieu péri-urbain :	1) 1.566.000 (2015) 2) 44.842 (2015)	1) 5.000.000 (2020) 2) 450.000 (2020)	1) Rapports bilan annuel du PNAEUE 2) Rapports bilan annuel du PNAEUE
	P 4.2. La réalisation d'infrastructures d'assainissement familial (latrines hygiéniques) est effective.	Nombre cumulé de latrines construites : 1) En milieu rural : 2) En milieu péri-urbain :	1) 184.505 (2015) 2) 7.477 (2015)	1) 460.000 (2020) 2) 25.000 (2020)	1) Rapports bilan annuel du PNAEUE 2) Rapports bilan annuel du PNAEUE

NB :

- *Les années de référence indiquées dans le cadre logique sont celles des réalisations.*
- *Les cibles indiquées dans le cadre logique sont celles fixées par le Gouvernement au titre des programmes opérationnels.*
- *L'année 2020 coïncide avec la fin de la première phase des programmes opérationnels de la politique nationale de l'eau.*
- *La durée opérationnelle du PAPS-EA s'étendra jusqu'en 2022 (mise en œuvre de l'assistance technique et des activités financées par l'appel à propositions)*
- *Pour les années 2021 et 2022, les cibles seront déterminées lors de la mise en œuvre du PAPS-EA.*
- *Les taux d'accès en milieu urbain intègre le milieu péri- urbain.*